

Libre choix de l'école: pour ou contre?

Susanne Bergius, présidente de lobbyparents vaud, et Jacques Daniélou, président de la Société pédagogique vaudoise, ont accepté pour ce numéro spécial de l'Éducateur de confronter leurs arguments pour et contre le libre choix de l'école publique ou privée. Résumé condensé d'un échange courtois qui aura duré une paire d'heures.

Nicole Rohrbach

Pourquoi demander un libre choix de l'école pour tous?

SB – Pour optimiser l'égalité des chances de réussite. Je souhaite que chaque enfant puisse réellement accéder à l'enseignement qui lui correspond le mieux. Il s'agit aussi de redonner du pouvoir d'agir aux parents qui sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants. La Constitution vaudoise reconnaît d'ailleurs la liberté du choix de l'enseignement comme un droit fondamental. Dans la réalité, l'enclassement et les moyens financiers des familles ne permettent pas l'application de ce droit. Nous voulons donc rendre tous les parents égaux devant cette liberté de choisir.

JD – Le choix de l'éducation, pas de l'instruction! Or l'école, ce n'est pas l'éducation d'abord, mais l'instruction. Vous posez comme position de départ que ce libre choix serait un droit humain fondamental. Vous faites une interprétation de la Constitution. Vous n'avez pas le libre choix de la police par exemple.

SB – Je choisis mon médecin, la façon de me nourrir! Pourquoi pas l'école où nos enfants passent la quasi-totalité de leur temps pendant onze ans?

JD – Parce que l'école est une institution et pas un service au public. Elle est fondatrice de notre société, c'est un creuset de valeurs communes. Elle fait se rencontrer dans un même lieu des origines, des pensées, des philosophies différentes, des riches, des pauvres, des Noirs, des Blancs, des gens défavorisés culturellement et d'autres qui le sont moins. Et ce qui m'inquiète dans votre proposition, c'est que vous tendez à séparer les «races».

SB – Cette séparation existe déjà. Il y a des zones géographiques plus ou moins aisées et l'enclassement au lieu de domi-

cile vient cimenter cette séparation. De plus, l'incapacité pour chaque famille de bénéficier de toute l'offre pédagogique renforce encore ce phénomène. lobbyparents.ch s'engage justement à promouvoir toute la richesse de cette diversité. Une école «d'enseignement classique» peut alors coexister avec une école «d'enseignement socioconstructiviste», une école à pédagogie réformatrice ou autre.

JD – Ce n'est concrètement pas réalisable que d'avoir cette diversité partout. Et vous risquez de créer une seconde frustration chez les familles qui se diront: «J'ai la possibilité de confier mon enfant à l'école x ou y, mais les circonstances, la distance, le manque de transport, l'impossibilité de déménager l'empêchent d'y aller.»

SB – Si notre initiative est acceptée, parents et enseignants pourront adapter l'offre scolaire aux besoins locaux. Grâce au forfait par élève et à l'implication des parents et des communes, une nouvelle offre peut attirer de nouveaux élèves et permettre de conserver une école de village.

JD – Expliquez-moi comment ne pas aboutir au fait que les défavorisés restent finalement ensemble? Parce qu'être capable de faire un choix appartient déjà à une classe favorisée, il faut avoir des compétences personnelles, de la culture. Ne s'extraient que les favorisés en termes intellectuel et culturel.

SB – Encore une fois, ce cas nous l'avons déjà actuellement! Avec notre proposition, les «défavorisés» peuvent également choisir de quitter une école. Lorsqu'un certain nombre d'élèves quitte une école, celle-ci se remet en question. En fait, le libre choix de l'école permet une saine émulation qui se limite au niveau pédagogique car financièrement les établissements disposent des mêmes condi-

«Nous voulons rendre tous les parents égaux devant la liberté de choisir»

«Je préfère me battre à l'intérieur du système public. Il me reste l'idéal d'une transformation profonde vers plus d'équité»

lobbyparents.ch, au travers de ses initiatives, demande que les parents puissent choisir entre les différents établissements au sein de l'école publique, ainsi qu'entre ces derniers et les écoles privées. Il appelle l'Etat à financer aussi l'enseignement des écoles privées – mais seulement de celles qui garantissent une admission sans aucune discrimination et qui ne demandent pas d'écologies aux parents – selon le coût moyen d'un élève de l'école publique. Le site www.lobbyparents.ch présente tous les arguments de l'association.

tions. Ainsi, même ceux qui n'auraient pas «su» choisir l'école profitent de l'amélioration générale de la formation.

Concernant l'information, l'Etat peut, quand il convoque les élèves, glisser dans son courrier un portrait en plusieurs langues des différentes écoles de la région.

JD – On ne peut pas imaginer que les parents d'un enfant à haut potentiel (quoique cela veuille dire) décident de le mettre exprès dans une école ordinaire; de même, on ne peut pas imaginer une famille d'une origine culturelle particulière décider par volonté de bien faire de mélanger ses enfants avec d'autres d'une culture qu'elle juge opposée à la sienne. Encore une fois, vous allez séparer ceux à qui l'école publique apprend à vivre ensemble.

SB – Non, il n'y a pas de «séparation» si l'école est bonne et les utilisateurs satisfaits! L'expérience montre que 80 à 95% des élèves continuent à fréquenter l'école la plus proche.

JD – Le problème reste le même, dans le public comme dans le privé. La diversité est là, il faut donner beaucoup à certains, peu à d'autres pour arriver au même résultat. Il faut du blanc à celui-là, du bleu à celui-ci... Mais quand vous faites de la migration entre les établissements, vous mettez ensemble les enfants qui ont besoin plutôt de bleu, ensemble ceux qui ont besoin plutôt de blanc. Vous séparez les individus, dans leur développement, dans leurs relations aux autres, vous séparez les catégories, vous mettez en place une espèce d'apartheid. Les bleus vont être très bien avec les bleus, mais quand ils rencontreront des blancs, ça va être la guerre. En ouvrant au choix, pour moi, vous renfermez les individus sur leur catégorie. C'est au sein de l'école publique que l'on doit mettre le paquet pour s'occuper beaucoup plus spécifiquement de chacun.

SB – L'école publique ne peut pas tout bien faire! Tant que règne une seule école il reste des insatisfaits qui proposent des réformes (coûteuses) dont les parents et les enseignants ont marre.

Pour cela, lobbyparents.ch demande la séparation des compétences: l'Etat définit le cadre et les objectifs à atteindre, les professionnels de l'enseignement élaborent les chemins pour y arriver, les parents choisissent le chemin qui convient le mieux à leur enfant!

Imaginez que vient quelqu'un aux commandes politiques qui veut les filières et la sélection – ce que vous par exemple ne voulez pas – comment vous faites?

JD – C'est une vraie question. Mais je préfère me battre à l'intérieur du système public. Il me reste l'idéal d'une transformation profonde vers plus d'équité. Votre proposition pourrait effectivement créer une espèce d'émulation, pour ne pas dire concurrence, elle pourrait peut-être donner du tonus aux écoles, mais je n'en suis pas sûr du tout. L'école publique pourrait aussi dire «si ça ne leur plaît pas, ils n'ont qu'à aller dans ailleurs». J'aimerais que vous mettiez votre énergie davantage pour changer le système ordinaire que pour en créer un autre.

SB – Qu'est-ce qui vous donne tant d'espoir que votre façon de faire de l'intérieur changera les choses?

JD – Parce que c'est vrai, on ne peut plus continuer comme ça. L'école vaudoise, par exemple, ne peut plus continuer à produire 20% d'élèves en si grande difficulté à la fin de leur scolarité qu'ils n'arrivent pas à trouver une place en formation professionnelle, qu'ils n'arrivent pas à lire leur journal. Mais ce ne sont pas ces 20% qui choisiront les écoles privées et c'est bien là le problème.

SB – Si des notes d'informations en plusieurs langues, des enseignants, des travailleurs sociaux leur indiquent les différentes possibilités, ils peuvent choisir. Ce pourrait aussi être des mesures qui accompagnent notre proposition de libre choix.

JD – Une question: est-ce qu'une école islamiste entrerait dans votre système? Elle serait aussi payée par l'Etat?

SB – C'est la tâche de l'Etat d'autoriser ou non des écoles. Notre projet s'adresse aux écoles ouvertes à tous sans discriminations aucunes et gratuites pour les parents.

JD – Donc vous mettez des limites aux choix des parents.

SB – Oui et l'Etat aussi. Il garde le rôle suprême, finance, autorise les écoles et stipule les buts à atteindre.

JD – Et qu'en est-il des enseignants dans votre initiative?

SB – Ils ont également la possibilité de choisir dans quel type d'école enseigner selon leurs affinités et spécialités ou de fonder des écoles. Cela n'a pas de conséquences sur les conditions de travail ou leur salaire, prévus par exemple dans un contrat général valable pour tous. ●